

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 30/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ZINQ Loire (ex GALVA GAILLARD)**

801 RUE DE LA RIVE  
ZI la Peronniere  
42320 La Grand-Croix

Références : UID4243-EAR-024-327  
Code AIOT : 0006103351

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement ZINQ Loire (ex GALVA GAILLARD) implanté 801 RUE DE LA RIVE ZI la Peronniere 42320 La Grand-Croix. L'inspection a été annoncée le 09/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite d'inspection en suite du dossier de réexamen (version du 11 décembre 2023 ; Référence : FZLO-LV-DOSSIER-REEXAMEN-RAP-2023).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ZINQ Loire (ex GALVA GAILLARD)
- 801 RUE DE LA RIVE ZI la Peronniere 42320 La Grand-Croix
- Code AIOT : 0006103351
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Le site ZINQ Loire à La Grand-Croix est spécialisé dans les bains de galvanisation et dégalvanisation via des produits chargés en zinc.

Le site, comme les autres sites FRANCE GALVA, a été acheté en 2022 par le groupe allemand ZINQ.

### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En suite du rapport de l'inspection n°20240806-RAP-UID4243-EAR-024-147\_DDR d'examen du

dossier de l'exploitant du 11 décembre 2023 (Référence : FZLO-LV-DOSSIER-REEXAMEN-RAP-2023) et vu le présent rapport de visite, un arrêté préfectoral complémentaire est proposé afin de mettre à jour l'encadrement des activités du site à la suite de la publication des conclusions sur les MTD du BREF FMP (Transformation des métaux ferreux ; novembre 2022).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Décret du 06/07/2024, article 64	Sans objet
2	Double classement de rubriques	Décret du 09/04/2019, article 1	Sans objet
3	Combustion	Fiche Combustion du 22/11/2019, Fiche K	Sans objet
4	Suivi des rejets en Pb	AP Complémentaire du 16/08/2012, article Annexe 2.1.1	Sans objet
5	Suivi des rejets en Zn	AP Complémentaire du 16/08/2012, article Annexe 2.1.1	Sans objet
6	Suivi des rejets en HCl	AP Complémentaire du 16/08/2012, article Annexe 2.1.1	Sans objet
7	MTD 7 - BREF FMP	Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70	Sans objet
8	MTD 26 - BREF FMP	Décision d'exécution du 04/11/2022, article 11.7.4.	Sans objet
9	MTD 26 - BREF FMP	Décision d'exécution du 04/11/2022, article 11.7.4.	Sans objet
10	MTD 26 - BREF FMP	Décision d'exécution du 04/11/2022, article 11.7.4.	Sans objet
11	MTD 2 - BREF FMP	Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70	Sans objet
12	MTD 5 - BREF FMP	Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70	Sans objet
13	MTD 5 - BREF FMP	Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70	Sans objet
14	MTD 34 - BREF FMP	Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70	Sans objet
15	MTD 10 et 19 - BREF FMP	Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70	Sans objet
16	Surveillances périodiques - sites IED	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 515-60	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site prévoit d'honorer le calendrier présenté dans son dossier de prise en compte des conclusions des meilleures Technologies Disponibles (MTD), étant précisé qu'aucune des dates avancées ne propose le délai limite du 04/11/2026 (soit quatre années après la publication des conclusions sur les MTD au JOUE).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 06/07/2024, article 64
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caducité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit antérieurement au 25 octobre 2023 la constitution de garanties financières pour les installations mentionnées au 5° du R. 516-1, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont abrogées. Pour ces mêmes installations, lorsque les garanties financières ont été constituées conformément aux a et e du I de l'article R. 516-2, les actes de cautionnement en cours de validité sont caducs. Lorsque les garanties financières ont été constituées conformément au b du I de l'article R. 516-2, la déconsignation des sommes correspondantes se fait auprès de la Caisse des dépôts et consignations, à la demande des exploitants.
<b>Constats :</b>  L'inspection a reçu le 01/07/2024 un courrier d'ATRIUS du 26/06/2024 l'informant de l'échéance des garanties financières actuelles au 30/06/2024 et de l'absence de leur renouvellement. En l'attente du Décret d'application, et à date de ce courrier, ces informations correspondent à la modalité de gestion transitoire suivante : le renouvellement des actes de cautionnement, arrivés à leur échéance avant l'entrée en vigueur du décret d'application, n'est pas requis.  Le Décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ayant modifié l'article L. 516-1, et vu la rédaction de son article 64, l'absence de renouvellement de garanties financières du site est confirmée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Double classement de rubriques

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 09/04/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suppression rubrique 2565
<b>Prescription contrôlée :</b>  La colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement est modifiée conformément au tableau annexé au présent décret.
<b>Constats :</b>  L'exploitant retire la rubrique 2565 dans sa proposition de classement du site par le dossier de réexamen remis à l'inspection (cf. tableau 4 p. 25). Rappelant le classement du site au titre de la rubrique 3260, le Décret n° 2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a fait évoluer cette rubrique 2565 de " <i>à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563</i> " à " <i>à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563,2564,3260 ou 3670</i> ".

L'inspection prépare un arrêté préfectoral complémentaire prenant en compte cette évolution réglementaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Combustion

**Référence réglementaire :** Fiche combustion du 22/11/2019, article Fiche K

**Thème(s) :** Situation administrative, Générateur de chaleur direct

**Prescription contrôlée :**

Les autres systèmes tels que décrits ci-dessous sont des générateurs de chaleur directs où les gaz de combustion sont utilisés directement dans le process, avec ou sans dilution (fours de cimenterie, four de verrerie...). Ils sont exclus de la rubrique 2910 s'ils sont classés dans d'autres rubriques de la nomenclature. Il est précisé dans la nomenclature pour la rubrique 2910 « ... à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, ... ».

**Constats :**

L'exploitant retire la rubrique 2910 dans sa proposition de classement du site par le dossier de réexamen remis à l'inspection (cf. tableau 4 p. 25).

Parmi les Fiches techniques Combustion, la fiche K "*Fours et séchoirs*" dans sa version du 22/11/2019 permet par sa rédaction d'exclure le site d'un classement pour cette rubrique, étant donné d'un part le classement par ailleurs au titre de la rubrique 2567 et d'autre part le descriptif du process.

L'inspection prépare un arrêté préfectoral complémentaire prenant en compte cette évolution réglementaire .

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Suivi des rejets en Pb

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/08/2012, article Annexe 2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets en Pb

**Prescription contrôlée :**

Les rejets des installations doivent respecter, avant toute dilution, les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (1013 hPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Valeurs limites :

Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec Concentration en mg/Nm3	Périodicité des mesures
Plomb gazeux ou particulaire	0,01	annuelle

**Constats :**

Les campagnes 2021, 2022 et 2023 sont présentées.

Année	Concentration mg/Nm3
2021	0, 013
2022	0, 00053
2023	0
2024	Campagne à venir en septembre.

La concentration concernant le paramètre Plomb est devenue nulle (< LD) pour l'année 2023 permettant de confirmer le changement de consigne par le nouvel exploitant (octobre 2022), à savoir : arrêt de l'ajout de lingots de Plomb dans le bain de galvanisation.

Prenant par ailleurs en compte qu'en matière de rejets atmosphériques, et de manière systématique, :

- les conclusions des MTD du BREF FMP n'imposent pas de surveillance de ce paramètre ;
- l'Arrêté ministériel du 26/09/85 relatif aux ateliers de traitement de surface (régime de l'Autorisation pour la rubrique 2567) n'impose pas de surveillance de ce paramètre ;
- l'arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 n'impose pas de surveillance de ce paramètre,

l'inspection répond favorablement à la demande de l'exploitant d'un allègement de la surveillance des rejets atmosphérique formulée par courrier du 30/08/2024 et prépare en ce sens un arrêté préfectoral complémentaire, moyennant la confirmation d'un résultat inférieur à la limite de détection (<LD) lors de la prochaine campagne.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Suivi des rejets en Zn

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/08/2012, article Annexe 2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets en Zn

#### **Prescription contrôlée :**

Les rejets des installations doivent respecter, avant toute dilution, les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (1013 hPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Valeurs limites :

Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec Concentration en mg/Nm3	Périodicité des mesures
Zn	10	annuelle
ZnO	10	annuelle

#### **Constats :**

Les rapports de suivi des années 2021, 2022 et 2023 sont présentés tels que pour le paramètre

Zinc :

Année	Concentration en Zn (mg/Nm3)
2021	0,098
2022	0,042
2023	0,0121

Les trois dernières campagnes annuelles concluent sur une conformité des rejets atmosphériques sur le paramètre Zn (gazeux + particulaire).

L'exploitant rapporte par ailleurs l'impossibilité de sa sous-traitance actuelle en métrologie à mesurer le paramètre ZnO ; seul le Zn total est effectivement mesurable.

Il formule par courrier du 30/08/2024 une demande de retrait de suivi de ce paramètre.

Bien que l'inspection remarque que le rapport de contrôle inopiné de 2016 (rapport APAVE n° 9202517-001-1) comprenait bien un résultat sur le paramètre ZnO, le maintien de l'analyse de ce paramètre n'étant pas requis par :

- les conclusions des MTD du BREF FMP ;
- l'Arrêté ministériel du 26/09/85 relatif aux ateliers de traitement de surface (régime de l'Autorisation pour la rubrique 2567) ;
- l'arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 n'impose pas de surveillance de ce paramètre,
- l'arrêté ministériel du 02/02/1998 qui indique à son article 27 alinéa 8 : (\*) *En cas de fabrication de monoxyde de zinc (ZnO) et de bioxyde de manganèse (MnO2), la valeur limite de concentration pour respectivement le zinc et le manganèse est de 10 mg/m<sup>3</sup>*,  
, l'inspection propose la prise en compte de cette demande dans le cadre d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Suivi des rejets en HCl

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/08/2012, article Annexe 2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets en Chlore

**Prescription contrôlée :**

Les rejets des installations doivent respecter, avant toute dilution, les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (1013 hPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Valeurs limites :

Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec Concentration en mg/Nm3	Périodicité des mesures
Chlore exprimé en HCl	20	annuelle

**Constats :**

Les rapports de suivi des années 2021, 2022 et 2023 sont présentés tels que pour le paramètre Zinc :



Année	Concentration en HCl (mg/Nm3)
2021	0,29
2022	0
2023	0,034

Les trois dernières campagnes annuelles concluent sur une conformité des rejets atmosphériques sur le paramètre Zn (gazeux + particulaire).  
L'exploitant relève que les MTD 7 et 62 considèrent non pas les rejets en HCl canalisés, mais diffus ; cette mesure étant au plus près des baignoires. Le point de contrôle suivant (cf. MTD) donne suite à cette remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : MTD 7 - BREF FMP

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evolution au 31/12/2023
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 : - les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ; - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le fichier FZLO – ICPE – surveillance des paramètres dont une mise à jour au 29/07/2024 indique "mise à jour BREF 2022". Ainsi, l'engagement associé à la MTD7 de suivi des émissions diffuses en HCl au-dessus des baignoires est intégré au programme de surveillance annuel dans l'attente de l'APC des suites du dossier de réexamen. L'inspection a bien relevé la réalisation précédemment de deux campagnes afin d'alimenter le dossier de réexamen.</p> <p>Il est donné suite par l'inspection à la demande de considérer les mesures dans la phase gazeuse au-dessus du bain de décapage (cf. MTD 7 et 62 ; cf les NEA-MTD) par un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : MTD 26 - BREF FMP

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 04/11/2022, article 1.1.7.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, b) Réduction au minimum de l'entraînement de la solution de fluxage
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Afin de réduire les émissions atmosphériques de poussières et de zinc dues au trempage à chaud après fluxage lors de la galvanisation continue des fils et de la galvanisation discontinue, la MTD consiste à réduire la production d'émissions en appliquant la technique b) ou les techniques a) et b), à collecter les émissions en appliquant la technique c) ou la technique d), et à traiter les gaz résiduels en appliquant la technique e) indiquée ci-dessous. La surveillance associée est indiquée dans la MTD 7.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'objectif de réduction de la production d'émissions comprend notamment les techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— prévoir suffisamment de temps pour que la solution de fluxage s'égoutte [voir la MTD 15 c)];</li> <li>— prévoir un séchage avant le trempage.</li> </ul> <p>La technique retenue par le site consiste :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à soulever lentement les pièces et à attendre la fin d'égouttage avant le déplacement de la pièce vers l'opération de traitement suivante ;</li> <li>- à un séchage des pièces réalisé entre le fluxage et la cuve de galvanisation.</li> </ul> <p>À la demande de l'inspection, il est par ailleurs fourni une "instruction de travail décapage" N°: GG – I4 – 001B (version du 03/08/2023) qui précise qu' "après chaque sortie de bain, les pièces doivent être égouttées correctement".</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Malgré l'absence de turn-over de personnel sur ces postes, le rappel de consigne sur les vitesses de retrait des pièces des bains est à réaliser et à contrôler régulièrement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : MTD 26 - BREF FMP

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 04/11/2022, article 1.1.7.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, d) Cuve sous enceinte combinée à un système d'extraction de l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de réduire les émissions atmosphériques de poussières et de zinc dues au trempage à chaud après fluxage lors de la galvanisation continue des fils et de la galvanisation discontinue, la MTD consiste à réduire la production d'émissions en appliquant la technique b) ou les techniques a) et b), à collecter les émissions en appliquant la technique c) ou la technique d), et à traiter les gaz résiduels en appliquant la technique e) indiquée ci-dessous. La surveillance associée est indiquée dans la MTD 7.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique l'utilisation de rideaux mobiles autour du bain, combinés à un système d'extraction des fumées.</p> <p>Le système de rideaux amovibles est semi-automatisé (enclenchement par opérateur pour déroulement d'une séquence). Ces rideaux préexistants ont été changés en 2019 aux dires de l'exploitant.</p>

Par ailleurs une hotte est présente au-dessus du bain de Zinc, couplée au capotage du pont.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : MTD 26 - BREF FMP**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 04/11/2022, article 1.1.7.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, e) Filtre en tissu (Voir la section 1.7.2.)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de réduire les émissions atmosphériques de poussières et de zinc dues au trempage à chaud après fluxage lors de la galvanisation continue des fils et de la galvanisation discontinue, la MTD consiste à réduire la production d'émissions en appliquant la technique b) ou les techniques a) et b), à collecter les émissions en appliquant la technique c) ou la technique d), et à traiter les gaz résiduels en appliquant la technique e) indiquée ci-dessous. La surveillance associée est indiquée dans la MTD 7.</p> <p>Section 1.7.2 : Les filtres en tissu, souvent appelés filtres à manches, sont constitués d'un tissu ou feutre perméable au travers duquel on fait passer les gaz afin d'en séparer les particules. Le tissu constituant le filtre doit être sélectionné en fonction des caractéristiques des effluents gazeux et de la température de fonctionnement maximale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le technique retenue par l'exploitant comme traitement des fumées du bain de galvanisation est un système de filtres comprenant des manches de filtration, déjà en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : MTD 2 - BREF FMP**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evolution au 31/12/2024
<p><b>Prescription contrôlée :</b> <i>valant pour la MTD 2 - BREF FMP</i></p> <p>I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 : - les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ; - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique compléter l'inventaire des mentions de dangers des produits chimiques utilisés, les émissions diffuses du traitement de surface et les résultats de la surveillance des substances visées par le BREF en complément de l'autosurveillance actuelle.</p>

<p>A date de l'inspection, l'inventaire est amorcé ; il est bien prévu de respecter par ailleurs le délai annoncé dans le dossier de réexamen au 31/12/2024.</p> <p>Un retour d'expérience d'un autre site du groupe (Nantes) est présenté pour illustration et analogie à la démarche à venir menée pour le site (synopsis process/identification des produits/substances et déchets produits, par étape de production).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection intègre à ce sujet une prescription particulière dans un projet d'arrêté complémentaire du site, étant précisée l'échéance du 04/11/2026 au plus tard.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : MTD 5 - BREF FMP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evolution au 31/12/2024</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> <i>valant pour la MTD 5 - BREF FMP</i></p> <p>I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 : - les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ; - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique identifier et intégrer au 31/12/2024 dans l'analyse environnementale des risques les "operation other than normal operating conditions" OTNOC ainsi que leurs causes et conséquences.</p> <p>La phase d'identification a été réalisée avec comme points critiques les systèmes d'aspiration et de filtration (cf. fichier "FZLO - Risque - Analyse Environnementale Galvanisation AE 2024 à date de mise à jour du 25/04/2024).</p> <p>La phase d'élaboration du bon monitoring (causes et conséquences) des installations identifiées est actuellement en cours.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection intègre à ces sujets une prescription particulière dans un projet d'arrêté complémentaire du site, étant précisée l'échéance du 04/11/2026 au plus tard.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : MTD 5 - BREF FMP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evolution au 31/12/2024</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> <i>valant pour la MTD 5 - BREF FMP</i></p>

<p>I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 : - les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ; - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique réaliser et formaliser au 31/12/2024 l'estimation des émissions pour chaque phase "operation other than normal operating conditions" OTNOC.</p> <p>L'outil informatique de gestion de ces épisodes autres que normaux est en projet au jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection intègre à ce sujet une prescription particulière dans un projet d'arrêté complémentaire du site, étant précisée l'échéance du 04/11/2026 au plus tard.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : MTD 34 - BREF FMP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evolution au 31/12/2024</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> <i>valant pour la MTD 34 - BREF FMP</i></p> <p>I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 : - les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ; - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'une version projet d'une procédure groupe de gestion des déchets est en cours de validation. L'engagement initial figurant au dossier de réexamen est pour rappel : 31/12/2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection intègre à ce sujet une prescription particulière dans un projet d'arrêté complémentaire du site, étant précisée l'échéance du 04/11/2026 au plus tard.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : MTD 10 et 19 - BREF FMP**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 04/11/2022, article R. 515-70
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evolution au 31/12/2025
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>valant pour les MTD 10 et 19 - BREF FMP</i>  I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 : - les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ; - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.
<b>Constats :</b>  Dans son dossier de réexamen, l'exploitant indique intégrer la consommation en énergie et en eau dans le SME et réaliser des audits internes à échéance du 31/12/2025. Cette échéance et ce contenu sont confirmés à l'inspection, étant précisé que, en l'état, la déclaration d'Engagement de progrès 2024 du groupe indique : <ul style="list-style-type: none"><li>• en matière de consommation d'eau " &lt;50l/t galvanisée" par retour d'expérience du groupe et, le cas échéant, demande d'alignement sur cette valeur ;</li><li>• en matière de consommation d'énergie gaz "700 kWh/t", respectant la gamme de MTD attendue (300/800 kWh/t) et marquant une amélioration au regard de la mention dans le dossier de réexamen du 11 décembre 2023 (cf. la valeur haute de 800 kWh/t en p.5 du tableau de positionnement vis-à-vis des MTD du BREF FMP).</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection intègre à ce sujet une prescription particulière dans un projet d'arrêté complémentaire du site, étant précisée l'échéance du 04/11/2026 au plus tard.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Surveillances périodiques - sites IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 515-60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions des articles R. 181-43 et R. 181-54, l'arrêté d'autorisation fixe au minimum : [...] f) S'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59, des prescriptions concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines définissant notamment la fréquence de cette surveillance. Cette dernière est d'au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et d'au moins une fois tous les dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution ; [...]
<b>Constats :</b>

Le projet d'arrêté complémentaire préalablement transmis à l'exploitant comprend un article 5 faisant le rappel des dispositions de l'article R. 515-60 par la surveillance des sols et des eaux souterraines de son §f.

Il est confirmé à l'exploitant l'application de cette disposition pour son site en tant qu'activités soumises à la Directive IED, le code de l'environnement ne prévoyant pas d'exemption en la matière.

Il est cependant rappelé comme élément technique de justification concernant la surveillance périodique réglementaire des eaux souterraines les informations acquises à l'occasion de la production du rapport de base et notamment en conclusion pour les eaux souterraines : *"Mission A210 : Pas de caractérisation possible des eaux souterraines du fait de l'absence de nappe et d'une lithologie peu perméable à partir de 3m de profondeur"*.

**Type de suites proposées :** Sans suite